

canai D

Une action de développement par la communication

Bimensuel d'informations et de communication

N°075 du 27 Août 2020

PRIX 250F

EDITORIAL

P.2

Tout pour le mandat de trop !

" Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt encore plus ". Point n'est besoin de rappeler ce dicton toujours d'actualité mais battu en brèche justement par ceux qui ont un grain de pouvoir. En Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara (ADO), ivre de son pouvoir et mû par son désir de s'offrir vaille que vaille un troisième mandat après avoir toiletté la constitution de son pays est prêt à tout pour s'offrir un boulevard à la présidentielle d'octobre 2020...

Lire Suite à la page 2

DOSSIER MALI :

Les 3ème mandats sont également des coups d'Etat, selon le président Umaro Sissoco Embaló

P.4



ETRANGER

P.6

USA / VIOLENCES RACIALES :

Après Georges Floyd, Jacob Blake nouvelle victime



Jacob Blake et son enfant

ENVIRONNEMENT

P.7

"Tcha-Tcha", les nouveaux foyers améliorés économes et respectueux de l'environnement



Teko Ayi Yao dans son atelier

TOGO / TOURISME :

Faire au-delà des flatteries

P.2



Kossivi Egbétonyo, ministre en charge du Tourisme

Editorial

Tout pour le mandat de trop !

" Le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt encore plus ". Point n'est besoin de rappeler ce dicton toujours d'actualité mais battu en brèche justement par ceux qui ont un grain de pouvoir. En Côte d'Ivoire, Alassane Dramane Ouattara (ADO), ivre de son pouvoir et mû par son désir de s'offrir vaillamment un troisième mandat après avoir toiletté la constitution de son pays est prêt à tout pour s'offrir un boulevard à la présidentielle d'octobre 2020.

Sans que les violences et morts d'hommes intervenus à la suite de son intention de rempiler pour une troisième fois ne l'émeuvent, il vient à travers une justice aux ordres d'entériner la radiation du fichier électoral de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo.

Tous ses principaux challengers sont par des acrobaties, et stratagèmes savamment ficelés, bonnement et simplement écartés de la course au prochain scrutin. Il se susurre que Guillaume Sorro, Charles Blé Goudé et Akossi Bendjo, tous condamnés à des peines tout comme Laurent Gbagbo pourraient aussi être retirés du fichier électoral dans les jours à venir.

Avec, les uns en exil hors du pays, et les autres condamnés pour des brouilles, ADO est prêt à tous les sacrifices pour s'offrir le mandat de trop.

La sauvegarde de la paix sociale, la réconciliation des ivoiriens pour qui il prétend se battre, il n'en a cure, se targuant d'être le seul leader éclairé depuis le décès de son dauphin Amadou Gon Coulibaly qui aurait pu bien le servir de marionnette afin de couvrir ses arrières.

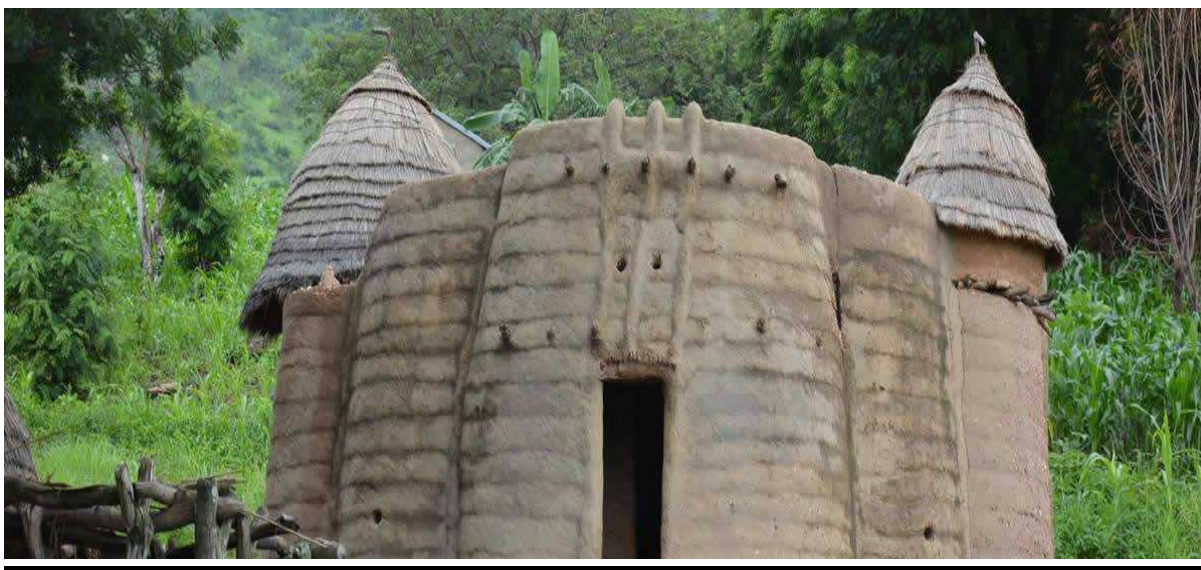
Mais pourquoi couvrir ses arrières lorsque l'on ne se reproche rien et qu'on se dit économiste et chantre de rigueur. Nul n'est dupe. La transparence, ce fondement de la gouvernance n'est pas la chose partagée entre les dirigeants africains. L'on comprend donc aisément pourquoi il faut forcément s'accrocher bec et ongles comme un rapace au fauteuil présidentiel branlant sur des sables mouvants, ceci au prix des valeurs humaines.

Jean Legrand POLORIGNI

TOGO/TOURISME :

Faire au-delà des flatteries

Par ses paysages et sa configuration climatique, le Togo est appelé l'Afrique en miniature. C'est une destination touristique intéressante en Afrique de l'Ouest. Plus de 712 000 touristes enregistrés au Togo en 2018 (+26% par rapport à 2017). Le pays ambitionne de faire passer le nombre de visiteurs de 3,2 en 2015 à 5 d'ici 2022 tout comme les recettes par visiteur qui pourraient toucher les 700 dollars en 2022. Si le tourisme d'affaires en est pour quelque chose dans le regain d'intérêt pour la destination Togo ces cinq dernières années, le tourisme classique lui-même peine à se valoriser et prendre les marques de son temps. Entre vieux sites touristiques difficilement aménagés et stratégie organisationnelle peu orthodoxe, le secteur touristique togolais a besoin d'un coup de pouce ou d'une stratégie de réalisme pour se libérer de certaines crispations.



Un site touristique

La destination Togo revalorisée par le climat des affaires

Les dix dernières années au Togo ont été essentiellement riches en infrastructures hôtelières et surtout une politique favorable au business tant pour les locaux que les internationaux.

En 2019, le Togo était passé pour le 3ème pays le plus réformateur au monde, derrière l'Arabie Saoudite et la Jordanie et devant des pays comme la Chine et l'Inde, selon le classement Doing Business.

Cette politique active du climat des affaires adulée par la mise en place d'infrastructures d'accueil a sérieusement boosté le taux de visites et des intentions de visites dans le pays. Au-delà de l'hôtel 2 Février qui a décollé ainsi que la nouvelle aérogare remise sur les marques des standards

internationaux, plusieurs autres infrastructures ont vu le jour dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Ainsi, l'harmonisation du climat des affaires a été d'un poids incontestable dans l'attraction touristique sur la destination Togo.

Reconsidérer le potentiel du tourisme classique pour le redynamiser

S'il est difficile de dissocier le tourisme du business, il faut tout de même reconnaître que plusieurs destinations au monde, attirent d'abord par leur potentiel purement touristique avant peut être de semer l'envie du business chez le visiteur.

Le royaume d'Axoum, Gondar la capitale des souverains éthiopiens, Harare la capitale du royaume des Hararis, le safari et l'immersion dans les cultures massais d'Afrique de l'Est, les Palais royaux d'Abomey au Bénin etc... sont quelques grandes destinations africaines devant lesquelles les petites cascades et parcs du Togolais ne tiennent malheureuse-

ment pas. Le Togo lui-même est nanti d'une petite superficie. Quels que soient les atouts naturels, il faut être réaliste pour relativiser un peu quand il s'agit du potentiel touristique du Togo. Cascades, paysages, patrimoines historique et culturel etc. sont certes attrayants, mais pas compétitifs. Alors le gouvernement travaille à actualiser les textes régissant le tourisme et promouvoir par des travaux d'aménagement, certains sites touristiques ; beaucoup d'acteurs planchent pour une réorganisation professionnelle du secteur.

Valoriser le tourisme culturel en appui au naturel

Tant que le Togo n'a pas les meilleures cascades, les plus impressionnants fleuves, ni les parcs les plus garnis, ni même le paysage naturel le plus impressionnant de la sous-région, on devrait supposer que le peu de nos acquis naturels reste une base à laquelle beaucoup de stratégies devrait être ajoutée pour une meilleure

efficacité.

Selon un expert en tourisme durable au Togo, le point sur lequel il faudrait miser, c'est surtout les festivals (Evala, Ekpessosso, Ayizan, D'pontr etc.). Ce sont des rendez-vous culturels qui mobilisent jusqu'aux diasporas africaines, les uns et les autres étant toujours attachés à leur patrimoine culturel. Sans compter les occidentaux cible traditionnelle de plusieurs offres touristiques en Afrique, ce serait un péché d'ignorer le potentiel que représente le retour au pays des togolais de la diaspora à l'occasion des rendez-vous culturels. Malheureusement, ces festivités sont généralement teintées de lobbies et de grande influence des politiques, à tel point qu'il est difficile de définir un calendrier clair et harmonisé des festivités. Ce qui dérange les visiteurs: "En occident, les vacances sont généralement pour deux semaines dans l'année. Et tout est planifié d'avance à cause surtout du coût des billets d'avion et des chambres. Or, quand on prend un festival comme "Evala" par exemple, il peut arriver qu'on établisse un calendrier clair, seulement à un mois de l'événement", explique un jeune consultant en tourisme qui estime qu'à cette allure, il est impossible à plusieurs personnes de planifier leur voyage.

Et rien que pour cela, on n'imagine pas combien le pays perd. Comparativement au festival vaudou au Bénin, connu pour se tenir le 10 janvier de toute année. La mobilisation générale autour de cette manifestation culturelle en dit long. Les exemples sont légions, et les acteurs du secteur ont leur mot, et parfois, des orientations plus pertinentes qu'on ne verrait pas depuis un fauteuil ministériel. D'où l'intérêt de composer avec beaucoup d'acteurs dans l'actuelle dynamique lancée par le ministère togolais du tourisme.

Noël A.

Pour vos annonces et reportages, Contactez les numéros suivants : (00228) 91 42 55 00 / 98 67 08 37

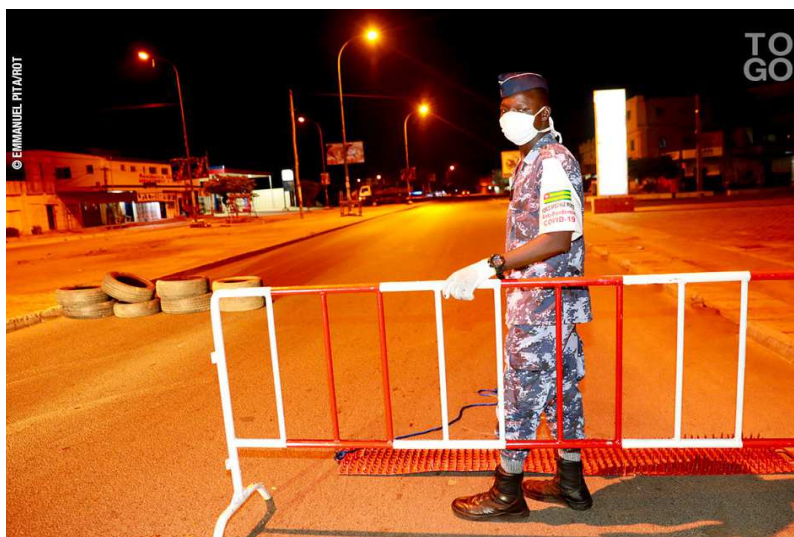
COVID 19 :

Sokodé, Tchamba et Adjengré bouclées

Jusqu'à nouvel ordre, ces trois (03) villes de l'intérieur du pays vont connaître de nouvelles mesures restrictives liées à l'éventualité d'une croissance de contaminations au Covid-19. Un communiqué du gouvernement, explique le fait que, dans ces villes, les personnes infectées ont eu de très nombreux contacts, ce qui préfigure une flambée prochaine des cas. La situation reste donc "préoccupante", selon les autorités.

Alors que le bilan fait état de 363 cas actifs, 1309 cas au total avec 27 décès et 903 personnes guéries, quatorze (14) des 1164 personnes testées sont positives dans la journée du 25 août. Ces 14 personnes ont des âges compris entre 20 et 56 ans. Il y a une sorte d'observation active de l'évolution du coronavirus sur l'ensemble du territoire et les dernières mesures du gouvernement sont témoin d'une volonté stricte de maîtriser la crise sanitaire.

Lundi, le gouvernement a annoncé via un communiqué que les villes de Sokodé, Tchamba et Adjengré sont bouclées à partir du 25 août avec des mesures de couvre-feu. "Afin d'éviter que cette propagation ne s'accroisse davantage au sein des populations desdites localités et sur l'ensemble du pays, le gouvernement décide à compter du 25 août 2020 du bouclage des villes de Sokodé, Tchamba et Adjengré et l'instauration d'un couvre-feu de 21



Un élément de la force antipandémie (FOSAP)

heures à 5 heures du matin dans les préfectures de Tchaoudjo, Tchamba et Sotouboua", lit-on à travers le communiqué conjointement signé par les ministres Moustafa Midiyawa de la santé, Payadowa Boukpepsi de l'administration territoriale et Damehame Yark de la sécurité.

Des personnes infectées dans ces localités, auraient eu de nombreux contacts, préfigurant ainsi une flambée vertigineuse des cas de contaminations, d'où la nécessité de prendre de l'avance sur le pire. "Par conséquent, le commandant de la force compte sur le civisme et le comportement responsable de l'en-

semble de la population pour faire respecter toutes les mesures de riposte à cette pandémie afin d'empêcher de nouvelles contaminations au Coronavirus sur l'ensemble du territoire et contenir les foyers suscités", indique un autre communiqué.

Si cette proactivité des autorités est à saluer, plusieurs voix dans l'opinion craignent une nouvelle escalade de violences et de bavures des forces de l'ordre et de sécurité dans ces localités, en l'occurrence Sokodé et Tchamba où la tension reste déjà assez élevée avec une mauvaise qualité relationnelle entre les forces de l'ordre et les populations civiles suite aux événements politiques tragiques depuis 2017.

Il serait donc contre-pro-

ductif de se lancer dans une course contre les morts au Covid-19 tout en écrasant la vie d'autres citoyens au passage. Plus aucun citoyen ne devrait être immolé sur l'autel des humeurs personnelles ou des écarts professionnels d'autres citoyens pourtant entretenus et armés par l'argent du contribuable.

Oui, pour des actions fortes contre la propagation du Covid-19, mais non aux bavures des forces de l'ordre. Aussi, les citoyens devraient coopérer face au travail des agents des forces de l'ordre afin de faciliter le combat. Et étant donné que les activités économiques seront sévèrement paralysées dans ces villes, les citoyens s'attendent à l'ouverture et l'intensification des mesures d'accompagnement du gouvernement, le tout dans un processus de transparence et de reddition de comptes. Le malheur des uns, ne devraient être l'occasion pour d'autres de s'enrichir sur le dos du contribuable.

A. Lémou

CRISE MALIENNE :

La BCEAO ferme le robinet aux banques du Mali

L'instruction d'un embargo sur le Mali décrétée le 18 août par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en réaction à la démission forcée du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a été suivie à la lettre par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Dans un communiqué daté du 24 août, le Syndicat national des banques, assurances, établissements financiers et commerces du Mali (SYNABEF) et la Fédération nationale de pétrole, assurances, commerces et banques du Mali (FENPECAB) se disent préoccupés de la décision prise par la BCEAO de fermer ses guichets et de rendre le système de compense



Une institution financière du Mali

indisponible. La situation fragilise les entreprises maliennes et les clients des banques à l'approche de la fin du mois.

Pour rappel, la CEDEAO avait décrété un embargo sur les transactions économiques, commerciales et monétaires entre ses membres et le Mali. Le président Macky Sall avait plaidé et obtenu

une exception sur les médicaments et certains produits. "Exception qui ne pourrait fonctionner qu'avec des banques fonctionnelles", remarque un opérateur local.

Les deux structures appellent la CEDEAO à reconsidérer sa position. Une demande suspendue certainement aux pourparlers en cours entre la junte

et la délégation de l'organisation sous régionale conduite par l'ancien président nigérian, Goodluck Jonathan, qui ne veut pas repartir sans un accord.

Les discussions concernent la durée de la transition (la junte dément les trois ans), le sort de l'ancien président IBK, celui de son fils Karim et de l'ensemble de sa famille et aussi les personnalités retenues. Les militaires qui ont pris le pouvoir doivent organiser les conditions d'un transfert de pouvoir rapide aux civils. Si l'organisation n'exige plus le retour d'IBK comme préalable, elle n'en maintient pas moins son embargo strict sur le Mali. Les banques exclues de la compense s'exposent donc à une véritable ruée cette semaine.

Source : Financial Afrik

DOSSIER MALI :

Les 3ème mandats sont également des coups d'Etat, selon le président Umaro Sissoco Embaló

Ses propos auront ainsi traversé l'Afrique entière et fait parler de lui, en tant que jeune président nanti d'un courage inédit au point d'affronter les vieux crocodiles mordus des mandats "illimités" et de coups d'État constitutionnels à l'affût de matraquage médiatiques. Eh oui, ce n'était pas des fake news, ces informations qui ont fuité sur la visioconférence des chefs d'Etats de la CEDEAO sur le Mali. Le président bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló n'a pas hésité à regarder droit dans les yeux, le vieux président Alassane Ouattara ainsi que d'autres de ses pairs, dressés en inarrêtables pourfendeurs du coup d'Etat au Mali, pour leur faire comprendre qu'il existe plusieurs autres formes de coup d'Etat qui pour l'heure sont en train de déstabiliser la sous-région Ouest-Africaine.

Pendant que les chefs d'Etats de la CEDEAO se dressaient encore en syndicat pour condamner et faire regretter à la junte militaire malienne son coup d'Etat contre leur "Camarade" Ibrahim Boubacar Keita "conduit" à une démission de la présidence malienne, Umaro Sissoco Embaló, le jeune président Bissau guinéen a ouvert le feu sur ses paires. Certes, "le coup d'Etat au Mali" est condamnable, selon le président Embaló. Mais il faut éviter au niveau de la CEDEAO de faire du "deux poids deux mesures". Les projets de 3ème mandats se dressant contre le protocole de bonne gouvernance et de démocratie de la CEDEAO sont tout aussi condamnables, et on ne peut "diaboliser" la junte militaire au Mali sans faire autant pour les tontons "indispensables" qui tordent le cou aux constitutions de leurs pays au plaisir de garder le pouvoir contre vents et marées.

Touché par de tels propos, le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara a voulu recadrer le jeune président Bissau guinéen en rétorquant avec une formule d'intimidation, une sorte de brandissement de véto d'ancienneté: "Fiston",



Umaro Sissoco Embaló

va-t-il interpellé son homologue Umaro Sissoco Embaló, qui de couper court: "Il n'y a pas de fiston, nous sommes tous des Chefs d'Etats ici".

Le duo Alpha Condé et Alassane Ouattara, fermement engagés dans un projet de 3ème mandat malgré les bouleversements et frustrations, voulaient pourtant utiliser la CEDEAO pour dresser une série de mesures radicales contre la junte militaire au Mali afin de dissuader toute initiative pareille dans leurs pays où, ils peinent à mettre la situation sous contrôle.

Alors qu'ils ont dans les premières heures, poussé l'organisation sous-régionale à déclencher un pile de mesures infernales à la limite d'un embargo total contre le Mali, les positions retranchées comme celles du président Bissau guinéen, ou encore celle

de Macky Sall et de Patrice Talon du Bénin, brandissaient peut être par prudence, le côté humanitaire, préférant que la priorité soit donnée au peuple malien en favorisant l'accès aux produits de premières nécessités.

C'est vrai qu'à Dakar, Macky Sall laisse planer un lourd suspens sur son infection ou non par le virus du 3ème mandat. Si le Béninois Patrice Talon n'est pas encore à cette croisée de chemin, c'est plutôt sa parole donnée pendant la campagne électorale qui met sa personnalité de président à rude épreuve, lui qui avait promis ne faire qu'un seul mandat et se retrouve à lorgner un deuxième.

Dans le lot, le doyen, Faure Essozimna Gnassingbé du Togo qui a travaillé comme un Seigneur pour se garantir cinq mandats dont trois déjà consommés et le

4ème en cours, reste très discret, fin observateur et à la fois prudent, car, il faut l'avouer, tous ces gens qui bravent les limites constitutionnelles peuvent si, leur bonne foi leur permet, de témoigner d'une seule chose: On ne peut dormir tranquille sur les deux oreilles, quand on en arrive à ce point. Le fauteuil présidentiel quels que soient les avantages qu'il garantit, est pavé de beaucoup de dangers, mais encore plus de

stress et de remords quand il faut faire des prisonniers, des morts et transformer ses adversaires politiques en ennemis pour le but de se faire le seul homme capable de diriger son pays.

Dans cette fièvre des mordus du pouvoir à vie, c'est difficile d'être un Umaro Sissoco Embaló. Quoi qu'on ait une belle côte de popularité dans l'opinion africaine, on n'est pas à l'abri de la colère et des représailles de la majorité des chefs d'Etats mordus de fierté personnelle et garnis de mauvaise foi. Quand on sait qu'il a fallu cette CEDEAO de Chefs d'Etats pour valider l'arrivée au pouvoir du jeune Bissau Guinéen, on se demande si Embaló ne se dresse pas contre une machine au-dessus de sa portée?

Alo N.

TAUX: 0%

PRÊT SCOLAIRE 2020

Pour une belle rentrée scolaire et un avenir assuré !

DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2020

Disponible en 24 heures

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

CORIS BANK INTERNATIONAL

SOCIETE :

Citoyen modèle après la prison, Coco De Kofi ou l'exemple parfait d'une réinsertion réussie

Retrouver une vie normale après plusieurs années d'incarcération, c'est possible. Coco De Kofi Woenagnon en est l'illustration parfaite. Libéré après presque trois ans et demi derrière les barreaux, ce jeune homme a su trouver la force nécessaire pour vaincre stigmatisation, discrimination, abandon de sa famille pour devenir un citoyen modèle. Avec son association, Solidarité Mondiale pour les Personnes Démunies et les Détenus (SMPDD), il se bat, depuis 2013 pour l'amélioration des conditions de vie des détenus et leur réinsertion.

" Parti de rien, d'un prisonnier, je suis devenu une référence, un modèle ", aime dire Coco De Kofi qui, aujourd'hui, voit s'accomplir l'ambition qu'il caressait au fond de sa cellule lorsqu'il était encore prisonnier : celle de devenir un acteur important qui servira la société à sa libération.

Le pari n'était pourtant pas gagné d'avance pour cet ex-détenu. Arrêté en 2008, Coco De Kofi a, comme d'autres prisonniers, vécu l'enfer des milieux carcéraux du Togo.

" J'ai passé 1277 jours à la prison civile de Lomé. En effet, le premier jour de mon arrivée en milieu carcéral, je m'étais dit que c'était fini pour moi. On m'a envoyé dans une cellule de 5m² où il y avait plus de 100 détenus. Il n'y avait pas d'espace pour dormir. Et pour pouvoir se maintenir dans la salle, au moment où certains détenus restaient debout, d'autres étaient assis et le reste couché. Ainsi de suite, on s'échangeait de position ", raconte-t-il dans une interview accordée à nos confrères de Focus Infos.

" A peine pouvait-on manger. On avait un repas dans la journée avec une qualité et quantité déplorable. L'accès aux soins médicaux était compliqué. Délaissé par ma famille, je n'ai pas eu de visite durant mon séjour. Ça n'a pas du tout été facile pour moi. Et je ne souhaite pas la prison à mon pire ennemi ", se souvient-il.

Loin de se laisser gagner par le décourage-



Coco De Kofi

ment, Coco De Kofi réussit, grâce au soutien de sa mère, à se faire à l'idée qu'il y a une vie après la prison. Cela lui a permis de regagner espoir et, mieux encore, de croire fermement en sa chance d'être utile à la société après la prison.

" J'ai alors commencé à remettre en cause mes différents défauts et à mieux me comporter. Au cours de mes causeries avec mes codétenus, je leur faisais part de mon ambition et les encourageais à croire à une vie meilleure après la prison ", fait-il savoir.

La musique au service des détenus !

Libéré en novembre 2011 et laissé à lui-même, sans moyens ni aucune formation, Coco De Kofi s'est alors tourné vers la musique qu'il a découvert et développé au cours de son séjour en prison. En 2012, le jeune homme est parvenu, non sans difficultés, à réunir un peu d'argent pour rentrer en studio et faire sortir une chanson, mais pas n'importe laquelle. La chanson, intitulée " souvenez-

vous des prisonniers ", était exclusivement dédiée aux détenus et visait à attirer l'attention de l'opinion sur leur situation. Grâce aux médias, le chef d'œuvre parvient jusqu'aux oreilles des plus hautes autorités qui invitent Coco De Kofi à faire une tournée de spectacle dans les 13 prisons du Togo.

Mais l'engagement du jeune homme ne s'arrête pas là. Après cette tournée, il organise en 2013 un concert de solidarité au profit des détenus. Un concert dont les recettes

ont servi à acheter des produits pharmaceutiques et à renforcer les infirmeries des prisons du Togo.

" Le public a répondu favorable à cette cause. Suite à ce concert, beaucoup m'ont conseillé de créer une structure si je veux continuer à recevoir du soutien pour les détenus ", laisse-t-il entendre.

De la musique aux droits de l'homme C'est ainsi que naquit l'association SMPDD qui s'assigne la mission de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes démunies et des détenus, à travers des services d'assistance, d'insertion et de réinsertion socio-économiques et des plaidoyers dans une approche collaborative avec tous les acteurs du développement.

Avec son association qui renforce un peu plus son engagement aux côtés de ses anciens 'camarades', Coco de Kofi a eu à organiser des spectacles qui lui ont permis de faire

des plaidoyers auprès des autorités et de recevoir de l'aide pour sa cause.

Outre l'association, le jeune homme a également mis en place un centre de transit dans lequel sont accueillis et hébergés les détenus. Avec le soutien des organisations de défense des droits de l'homme et l'appui financier de l'Union Européenne et de certaines ambassades, Coco de Kofi et son centre ont permis à plusieurs prisonniers de se réinsérer après leur libération.

" Aujourd'hui, j'ai une cinquantaine de détenus pour la réinsertion et une quinzaine de dossiers de médiation. Par ailleurs, à ce jour, plus de vingt ex-prisonniers ont réussi à se réinsérer, à avoir leur propre travail, famille et à être autonomes. Seulement deux ont récidivé. Avec ce résultat qui ne cesse de s'améliorer, je peux conclure que la réinsertion dans la vie civile est possible après la prison ", se réjouit Coco De Kofi.

Devenu aujourd'hui une référence en matière de défense des droits des détenus, Coco De Kofi Woenagnon est, à n'en point douter, l'exemple parfait d'une réinsertion réussie.

societecivilemedia.com.N.A.

Mesures fiscales et douanières prises par le gouvernement pour accompagner les entreprises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Coronavirus

#CQFS

Pour l'atteinte des objectifs fixés par le PND, le **matériel agricole** est **exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** .
L'objectif visé est d'alléger les coûts d'acquisition des équipements de production agricole indispensables pour une agriculture mécanisée.

Office Togolais des Recettes - OTR

COTE D'IVOIRE :

Laurent Gbagbo exclu de la présidentielle

La justice ivoirienne a entériné, mardi dernier, la radiation du fichier électoral de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, l'empêchant, par conséquent, d'être candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre prochain.

Selon son avocat, Claude Mentenon, cette décision de la justice est définitive et aucun recours n'est possible au plan national.

Cette radiation de l'ancien président a été justifiée par sa condamnation par contumace à 20 ans de prison pour le "braquage" de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

En effet, conformément à l'article 4 du code électoral ivoirien, les électeurs perdent leur qualité d'électeur quand ils sont frappés d'incapacités, notamment pour



Laurent Gbagbo

escroqueries, abus de confiance, les personnes déchués de leurs droits civiques, avait expliqué Ibrahim Coulibaly-Kuibiart,

président de la Commission électorale indépendante (CEI) lors de la présentation de la révision de la liste électorale début août.

L'ancien Premier ministre, Guillaume Soro, l'ancien chef des Jeunes patriotes, Charles Blé Goudé, et l'opposant Akossi Bendjo, ancien maire du quartier du Plateau, tous condamnés à des peines, pourraient aussi être retirés du fichier électoral dans les jours à venir.

Acquitté en première instance par la Cour pénale internationale, après sept ans de détention à La Haye, Laurent Gbagbo vit actuellement à Bruxelles. Mi-juillet, il a fait une demande d'un passeport et un laissez-passer auprès de l'ambassade de Côte d'Ivoire à Bruxelles, afin de rentrer en Côte

d'Ivoire.

Toutefois, selon sa défense, Me Habiba Touré, les autorités ivoiriennes n'avaient "pour l'instant, donné aucune suite", dans un communiqué rendu public mardi.

Les partisans de Laurent Gbagbo digèrent mal, le traitement de leur leader, ainsi que la candidature d'Alassane Ouattara, pour un 3ème mandat.

Mécontents, ces derniers manifestent depuis le 07 août courant, dans certaines villes et à Abidjan. Ces manifestations se sont transformées en violents heurts entre partisans du parti au pouvoir, faisant au moins 8 morts, une centaine de blessés et de milliers de déplacés à ce jour.

Avec aa.com.tr

USA / VIOLENCES RACIALES :

Après Georges Floyd, Jacob Blake nouvelle victime

Deux personnes ont été tuées par balles et une blessée mardi 25 août dernier, selon la police de Kenosha. Dans cette ville américaine du Wisconsin, des affrontements ont eu lieu lors de manifestations de colère après les tirs policiers sur Jacob Blake, qui ont grièvement blessé cet Afro-Américain de 29 ans, probablement paralysé à vie. Plus tôt, sa mère avait appelé au calme.

" Mon fils se bat pour sa vie, a déclaré, émue, Julia Jackson, mère de la victime, lors d'une conférence de presse à Kenosha. Si Jacob savait ce qui se passait, la violence et la destruction, il serait très mécontent. (...) Nous avons besoin de guérir ", a-t-elle ajouté alors que son fils était à nouveau au bloc opératoire.

Comme pour George Floyd, un quadragénaire noir mort asphyxié sous le genou d'un policier blanc il y a trois mois, la tentative d'interpellation de Jacob Blake a été filmée par un témoin dimanche dernier. Les images montrent le jeune Afro-américain suivi par deux policiers ayant dégainé leurs armes alors qu'il contourne une voiture. Un agent attrape son débardeur blanc au moment où il ouvre la portière et tente de s'installer sur le siège conducteur. Le policier fait alors feu - l'enregistrement laisse entendre sept tirs -, atteignant ce père de famille de plusieurs balles dans le dos.

" Le diagnostic médical pour le moment est qu'il est paralysé ", a affirmé l'avocat de la famille de Jacob Blake, Ben Crump. Il a subi de " gra-

ves dommages corporels, dont une section de la moelle épinière ", ses reins et son foie ont été endommagés et ses blessures ont nécessité " l'ablation d'une partie de l'intestin ", a précisé l'avocat Patrick Salvi, lui aussi sur le dossier. La famille de Jacob Blake va porter plainte au civil, a-t-il annoncé.

" Guerre raciale "

Les avocats ont par ailleurs annoncé qu'ils se rendraient à Washington vendredi pour rejoindre une vaste marche contre les violences policières organisée le jour de l'anniversaire du célèbre discours de Martin Luther King, I have a dream (J'ai un rêve).

Minneapolis, New York ou Portland : plusieurs villes américaines sont devenues depuis dimanche le théâtre de rassemblements parfois violents, des milliers de personnes exigeant que justice soit faite pour Jacob Blake.

À Kenosha, ville de 170 000 habitants située au bord du lac Michigan, entre Milwaukee et Chicago, des échauffourées ont éclaté dans la nuit de lundi à mardi entre manifestants et forces de l'or-

dre après l'entrée en vigueur d'un couvre-feu, les premiers tirant des feux d'artifice sur les seconds qui ont riposté avec des balles en caoutchouc. Des grilles en fer ont été installées mardi à proximité d'un tribunal, où des voitures et un immeuble avaient été incendiés la veille. Environ 200 manifestants étaient présents. Dans les affrontements, deux personnes ont été tuées par balle et une blessée, selon des médias.

Des vidéos en ligne montrent des gens courant dans les rues de Kenosha, alors que des coups de feu retentissent. Dans d'autres, on peut voir des hommes blessés, au sol.

Au moins un petit groupe d'hommes, essentiellement blancs et lourdement armés, patrouillait dans la ville dans la nuit de mardi à mercredi, affirmant vouloir assurer la protection des biens, a constaté un journaliste de l'AFP. Selon le New York Times, la police cherche à savoir si la fusillade de mardi soir " découle d'un conflit entre des milices autoproclamées qui gardaient une station-service et des manifestants ".



Quelques manifestants

Garde nationale

" Ce que nous avons vu ces deux dernières nuits et de nombreux soirs cette année est l'expression de la douleur, l'angoisse et l'épuisement d'être Noir dans notre Etat et notre pays ", a estimé ce mardi le gouverneur démocrate du Wisconsin Tony Evers. Il a réitéré ses appels à des manifestations pacifiques et annoncé que des soldats supplémentaires de la Garde nationale seraient envoyés sur place en renfort.

Le président Donald Trump, qui ne s'était pas encore exprimé sur le sujet, a justement exhorté mardi soir sur Twitter le gouverneur à faire appel à la Garde nationale. " Elle est prête, volontaire et plus que capable. Réglez RAPIDEMENT le problème ! ", a écrit le milliardaire républicain, qui a

fait de " la loi et l'ordre " l'un des thèmes de sa campagne de réélection pour la présidentielle du 3 novembre.

Son adversaire démocrate Joe Biden a quant à lui estimé que le racisme était " une crise de santé publique " aux États-Unis et exigé une enquête fouillée et transparente sur cette nouvelle bavure policière apparente.

Ben Crump, l'avocat de la famille de Jacob Blake, a affirmé que les trois fils de ce dernier se trouvaient dans la voiture au moment du drame, et que le jeune homme avait tenté juste avant de s'interposer dans une dispute entre deux femmes.

Les deux policiers impliqués ont été suspendus de leurs fonctions et une enquête a été ouverte.

Avec rfi.fr

UTILISATION DES ENGRAIS CHIMIQUES :

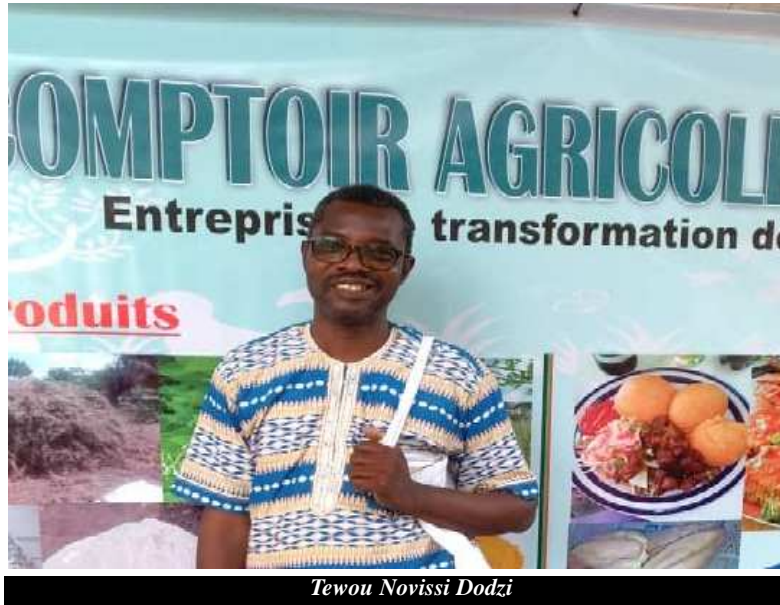
Le cri d'alerte de Tewou Novissi aux maraîchers du Togo

Dans la production maraîchère, les engrais chimiques sont administrés en vue d'augmenter le rendement des cultures. Cependant, ils sont non seulement responsables d'une pollution massive des sols, mais également, sont surtout la cause majeure de la pollution des eaux souterraines, principaux réservoirs d'eau potable.

Au Togo, malgré l'interdiction du glyphosate, tout comme les autres pesticides non homologués, les systèmes de production maraîchers présentent des risques sanitaires et environnementaux très élevés à cause de l'utilisation excessive des engrais chimiques et des pratiques d'irrigations inefficaces.

Selon une étude menée par l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement au Togo (ANCE-TOGO) en 2015, environ 95% des maraîchers utilisent des engrais chimiques de synthèse pour leur production en raison de l'infertilité des sols.

Le président de l'Association des Ruraux Épanouis-Togo (ARE-TOGO), M. Tewou Novissi Dodzi, interrogé par Vert-



Tewou Novissi Dodzi

Togo, interpelle les maraîchers de la préfecture des Lacs sur cette situation tout en les conviant à revenir à l'usage des engrais bio.

" Dans la région des plateaux par exemple le maraîchage ne se pratique pas véritablement, faute d'eau. Il est plus pratiqué dans la

préfecture des Lacs étant donné que la région est plus profitable en eau. En plus, elle est une zone riche en azote et convient très bien aux légumes et surtout les légumes feuilles ", explique-t-il. Toutefois, " le seul problème est l'usage intensif des engrais chi-

miques par les maraîchers dans cette activité. Ces derniers utilisent des herbicides, des insecticides chimiques qui agissent sur notre santé. ", dénonce Tewou Novissi Dodzi.

Selon le président de l'Association des Ruraux Épanouis-Togo, les paradigmes doivent changer. " Il faut que les maraîchers dans la zone portuaire utilisent plus d'engrais bio, des fertilisants bio, des intrants bio, des insecticides bio pour avoir des légumes plus comestibles et surtout pour prôner un maraîchage plus écolo. Beaucoup d'emplois peuvent être créés grâce au maraîchage si et seulement si on dispose assez de points d'eau dans les divers villages. "

Selon les enquêtes, la production maraîchère

constitue une composante importante de l'agriculture dans les villes et contribue à la sécurité alimentaire en limitant les carences alimentaires graves. Cette production constitue également une source notable d'approvisionnement en légumes frais pour les divers marchés de la capitale. Aussi, faut-il reconnaître qu'elle représente une activité génératrice de revenus souvent pratiquée par les groupes vulnérables ou marginalisés de la population urbaine.

Toutefois, cette activité s'appuyant sur les initiatives locales, demeure mal organisée et mal structurée. Or elle est un complément financier non-négligeable dans le secteur agricole au Togo. Il importe de fait donc que le gouvernement, par le biais du ministère en charge de l'agriculture procède à une réorganisation de ce sous-secteur pour une meilleure contribution de ses acteurs à l'économie nationale.

Source : vert-togo.com

ENVIRONNEMENT :

"Tcha-Tcha", les nouveaux foyers améliorés économiques et respectueux de l'environnement

Cela fait quelques mois maintenant que Clémence a remplacé son foyer de cuisson traditionnel par un modèle plus économe en énergie, qu'elle a acheté chez Teko Ayi Yao au niveau du carrefour Commando vers Agoè Camp FIR, une artère de Lomé. Le même foyer acheté par une femme de 51 ans, mamie Annie lui permet, non seulement d'économiser de l'argent, mais aussi de bien respirer.

" Il faisait toujours trop chaud dans ma cuisine, et la fumée qui provenait de la combustion de tout ce charbon, pendant des heures, chaque jour, nous brûlait les yeux et provoquait des problèmes pulmonaires ", explique la mémé, aux cheveux grisonnants, une des clientes favorites de Teko Ayi Yao.

Rencontré par Vert-Togo, le jeune entrepreneur et Directeur Général de "Tcha Tcha Business" a confié qu'il a commencé cette activité en novembre 2019 avec 3 foyers, mais aujourd'hui il en produit plus de 120 unités par mois.

Le foyer Tcha Tcha tel

qu'est nommé le nouveau bébé du jeune innovateur fait déjà les choux gras de ses clients et a une particularité à en croire son concepteur.

" Ce nouveau foyer que j'ai conçu a pour valeur ajoutée : la possibilité d'y faire des grillades. Faire fumer les poissons ou de la viande par exemple. Le bas également du foyer, c'est-à-dire là où la cendre est stockée a été modifié pour qu'on puisse enlever la cendre sans difficulté. Nous offrons également à chaque achat une cuillère à charbon gratuitement. Il est vendu à 11 000 FCFA y compris les frais de livraison, faute de

moyens financiers. ", a-t-il confié.

Désormais, Clémence peut cuisiner en dépensant moins et avec moins de risques grâce au foyer Tcha Tcha.

En effet, selon les données compilées par le ministère en charge de l'environnement, la consommation totale en bois-énergie au Togo est estimée à près de 8,3 millions de mètres cube de bois par an et représente 71% de la consommation finale nationale en énergie. Si cela tarde à être utilisé dans les milieux ruraux, c'est bien parce que les populations dans ces milieux n'ont pas les



Un foyer amélioré

moyens d'en acquérir un. Justement, un foyer traditionnel coûte environ 2 dollars, contre 8 à 70 dollars pour la version améliorée.

En plus de réduire le budget de consommation des ménages, le jeune de l'association "Jeunes Volontaires pour l'Environnement" (JVE) a pensé recycler les foyers qui une fois vendus et amortis, ne sont plus à même d'être utilisés. Pour lui, " il faut que nos foyers

améliorés soient adoptés plus largement dans toute la sous-région africaine ". Il estime que les foyers économes en énergie contribuent de façon modeste, mais importante, à la lutte contre le changement climatique.

Alors, prière pour toute commande du foyer "Tcha Tcha", contacter les numéros suivants : 90 43 00 03 / 98 73 73 94.

Vert-togo.com



Réformes douanières dans le cadre l'amélioration du climat des affaires

01 | Dématérialisation des procédures de dédouanement dans Sydonia World

Emission en ligne du: bon à conduire, bon à embarquer, bon à enlever, bon à entreposer, bon à expédier, bon à sortir de MAD, bon à sortir d'entrepôt, bon pour AT, certificat de visite et bulletin de liquidation.

02 | Le renforcement des mesures de sécurité et de sureté

Avec l'opérationnalisation d'un scanner performant et la mise en place d'une unité de visite à domicile.

03 | La mise en place du Cadre de Partenariat Privilegié : CPP

Un programme de partenariat entre la Douane et les Opérateurs économiques fiables pour la sécurisation et la facilitation des échanges commerciaux.

04 | La réduction des coûts

Suppression des frais d'escorte.

05 | La délivrance du certificat d'origine

En moins d'une heure.